



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 2\$00

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre	200\$
A 1.ª série	140\$	»	80\$
A 2.ª série	120\$	»	70\$
A 3.ª série	120\$	»	70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

Aviso aos assinantes

Todos os assinantes do «Diário do Governo» cujas assinaturas terminem no fim do corrente mês são prevenidos de que as devem renovar, remetendo a tempo a importância respectiva, a fim de não sofrerem interrupção na remessa.

Os preços são os seguintes:

As 3 séries:	360\$ por ano ou 200\$ por semestre
A 1.ª série:	140\$ » 80\$ »
A 2.ª série:	120\$ » 70\$ »
A 3.ª série:	120\$ » 70\$ »

Para o estrangeiro ou ultramar acrescentam os portes do correio.

Ministério do Ultramar:

Portaria n.º 15 308 — Reforça uma verba inscrita na tabela de despesa do orçamento privativo em vigor do Conselho Ultramarino.

Ministério da Educação Nacional:

Decreto-Lei n.º 40 102 — Autoriza o Governo, pelo Ministro da Educação Nacional, a aceitar uma quantia para fundo de manutenção de uma cantina escolar anexa às escolas de Aldeia da Mata, concelho do Crato, a qual se denominará «Cantina Escolar Dr. Joaquim Tavares Machado e D. Ana de Barros Camões Machado».

Declaração de ter sido autorizada a transferência de uma verba dentro do capítulo 4.º do orçamento do Ministério.

PRESIDÊNCIA DO CONSELHO

Secretaria

Declaração

Segundo comunicação do Gabinete do Ministério do Ultramar, a portaria publicada, sob o n.º 15 288, no *Diário do Governo* n.º 51, 1.ª série, de 8 do mês corrente, e cujo original se encontra arquivado nesta Secretaria, saiu com inexactidão, devendo, por isso, ser rectificada pela forma seguinte:

Na alínea b) do n.º 1, onde se lê: «b) Um de 6:424.150\$10, destinado a reforçar . . .», deve ler-se: «b) Um de 6:424.250\$10, destinado a reforçar . . .».

Secretaria da Presidência do Conselho, 19 de Março de 1955.— O Secretário da Presidência do Conselho, *Diogo de Castelbranco de Paiva de Faria Leite Brandão*.

SUMÁRIO

Presidência do Conselho:

Declaração — Rectifica a forma como foi publicada a Portaria n.º 15 288, que abre créditos na província ultramarina de Moçambique, destinados a reforçar verbas inscritas nas tabelas de despesa dos orçamentos gerais de 1954 e em vigor e ao pagamento de diversos encargos.

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 40 101 — Aprova, para adesão, o Acto Constitutivo da Comissão Europeia para a Luta contra a Febre Aftosa, aprovado na 7.ª sessão da Conferência da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura, em 11 de Dezembro de 1953.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 40 101

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado, para adesão, o Acto Constitutivo da Comissão Europeia para a Luta contra a Febre Aftosa, aprovado na 7.ª sessão da Conferência da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura, em 11 de Dezembro de 1953, e cujos textos, em francês e respectiva tradução, são os seguintes:

Acte constitutif de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse

Préambule

Les Etats Contractants, considérant la nécessité pressante d'empêcher que l'agriculture européenne subisse

à nouveau les lourdes pertes entraînées par les épidémies répétées de fièvre aphteuse, créent par les présentes une Commission désignée sous le nom de «Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse»,

dont l'objet est de stimuler sur le plan national et international les mesures propres à lutter contre la fièvre aphteuse en Europe.

ARTICLE PREMIER

Membres

Les Membres de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse (désignée ci-après sous le nom de «la Commission») sont les États européens membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (désignée ci-après sous le nom de «l'Organisation») ou de l'Office international des épizooties (désigné ci-après sous le nom de «l'Office»), qui adhèrent au présent Acte constitutif conformément aux dispositions de l'article xv. La Commission peut, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés et à condition que cette majorité soit supérieure à la moitié du nombre total des membres de la Commission, admettre à la qualité de membre de la Commission, après approbation du Conseil de l'Organisation, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article xv, tout autre État européen qui a déposé une demande d'admission accompagnée d'un instrument officiel par lequel il accepte les obligations découlant de l'Acte constitutif en vigueur au moment de son admission.

L'Organisation, l'Office et l'Organisation européenne de coopération économique ont le droit de se faire représenter à toutes les sessions de la Commission et de ses Comités, mais leurs représentants n'ont pas le droit de vote.

ARTICLE II

Obligations des Membres en matière de politiques nationales et de coopération internationale concernant la lutte contre la fièvre aphteuse.

1. Les Membres s'engagent à lutter contre la fièvre aphteuse et à s'efforcer de la supprimer en adoptant des mesures sanitaires et des règlements de quarantaine efficaces et en appliquant une ou plusieurs des méthodes ci-après:

1. Politique d'abattage;
2. Politique combinée d'abattage et de vaccination;
3. Immunisation totale du cheptel bovin par vaccination;
4. Vaccination du cheptel dans un certain périmètre autour des foyers de fièvre aphteuse.

Les méthodes adoptées seront rigoureusement appliquées.

2. Les Membres adoptant la deuxième ou la quatrième méthode s'engagent à se procurer une quantité de virus suffisante pour la production de vaccins et une quantité de vaccin suffisante pour assurer la protection du cheptel si l'épizootie se déclare. Chaque Membre apportera aux autres Membres collaboration et assistance pour tout ce qui concerne une action concertée contre la fièvre aphteuse, notamment pour l'approvisionnement en vaccin et en virus, le cas échéant. Les quantités de virus et de vaccin à mettre en réserve pour l'usage national et international seront fixées par les Membres, à la lumière des conclusions de la Commission et des avis émis par l'Office.

3. Les Membres prendront des mesures pour que soit identifié immédiatement le virus recueilli lors d'une épidémie de fièvre aphteuse et communiqueront aussitôt les résultats de l'identification à la Commission et à l'Office.

4. Les Membres s'engagent à fournir à la Commission tous renseignements dont elle peut avoir besoin

pour s'acquitter de ses fonctions. En particulier, ils signaleront sans délai à la Commission et à l'Office toute nouvelle épidémie et son étendue; ils fourniront à ce sujet tout rapport détaillé qui pourrait être utile à la Commission.

ARTICLE III

Siège

1. Le siège de la Commission et son secrétariat sont à Rome, au siège de l'Organisation.

2. La Commission se réunit au siège, sauf s'il en a été décidé autrement par elle lors d'une session antérieure ou, dans des circonstances exceptionnelles, par son Comité exécutif.

ARTICLE IV

Fonctions générales

Les fonctions générales de la Commission sont les suivantes:

1. Conclure avec l'Office, par l'intermédiaire du directeur général de l'Organisation et dans le cadre de tout accord existant entre l'Organisation et l'Office, des ententes propres à garantir que:

- 1.1 Tous les membres recevront des avis techniques sur tout problème ayant trait à la lutte contre la fièvre aphteuse;
- 1.2 Des renseignements complets sur les épidémies de fièvre aphteuse et l'identification des virus seront recueillis et diffusés dans les moindres délais;
- 1.3 Les travaux spéciaux de recherche qu'exige la fièvre aphteuse seront effectués.

2. Recueillir des renseignements relatifs aux programmes nationaux de lutte et de recherche concernant la fièvre aphteuse.

3. Déterminer, de concert avec les Membres intéressés, la nature et l'ampleur de l'assistance dont les Membres ont besoin pour exécuter leurs programmes.

4. Susciter et organiser, chaque fois qu'une telle action sera nécessaire, une action concertée pour surmonter les difficultés que rencontre l'exécution des programmes de lutte, et à cet effet prendre des mesures permettant de disposer des ressources nécessaires pour la production et le stockage des vaccins, par exemple au moyen d'accords conclus entre les Membres.

5. Prévoir les moyens matériels nécessaires à l'identification des virus.

6. Étudier la possibilité de créer un laboratoire international pour l'identification des virus et la production des vaccins.

7. Établir et tenir à jour un registre des disponibilités de virus et vaccins dans les différents pays.

8. Fournir aux autres organisations des avis concernant l'affectation de tous fonds disponibles pour la lutte contre la fièvre aphteuse en Europe.

9. Conclure, par l'intermédiaire du directeur général de l'Organisation, avec d'autres organisations, groupes régionaux ou États qui ne sont pas Membres de la Commission, des ententes en vue de leur participation aux travaux de la Commission ou de ses Comités, ainsi que des ententes d'assistance mutuelle relatives aux problèmes de lutte contre la fièvre aphteuse. Ces ententes pourront comporter la création de comités mixtes ou la participation aux travaux de tels comités.

10. Examiner et approuver, pour transmission au Conseil de l'Organisation par l'intermédiaire du directeur général, le rapport du Comité exécutif sur les acti-

vités de la Commission, les comptes annuels, ainsi que le programme de travail et le budget pour l'année suivante.

ARTICLE V

Fonctions spéciales

Les fonctions spéciales de la Commission sont les suivantes:

1. Concourir, de toute manière que la Commission et les Membres intéressés jugent utile, à la lutte contre les épidémies de fièvre aphteuse à caractère critique. A cet effet, la Commission, ou son Comité exécutif agissant en vertu des dispositions du paragraphe 5 de l'article XI, peut utiliser tout solde non engagé du budget administratif, dont il est question au paragraphe 7 de l'article XIII, ainsi que toute contribution supplémentaire versée au titre de mesures d'urgence, conformément aux dispositions du paragraphe 4 dudit article.

2. Prendre les mesures voulues dans les domaines suivants:

2.1 Production et stockage par la Commission ou pour son compte, de virus et de vaccins à distribuer aux Membres en cas de besoin;

2.2 Encouragement de l'établissement par les Membres, en cas de besoin, de cordons sanitaires en vue de circonscrire l'épizootie.

3. Exécuter tout nouveau projet déterminé qui pourrait être proposé par les Membres ou par le Comité exécutif et approuvé par la Commission en vue d'atteindre les objectifs de la Commission, tels que définis dans le présent Acte.

4. Le solde créditeur du budget administratif peut être utilisé pour les fins décrites aux paragraphes 2 et 3 du présent article, sous réserve que cette décision soit approuvée par la Commission à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, cette majorité devant être supérieure à la moitié du nombre des Membres de la Commission.

ARTICLE VI

Organisation

1. Chaque Membre est représenté aux sessions de la Commission par un seul délégué qui peut être accompagné d'un suppléant, d'experts et de conseillers. Les suppléants, les experts et les délégués peuvent prendre part aux débats de la Commission, mais ils n'ont pas le droit de vote, sauf dans le cas d'un suppléant dûment autorisé à remplacer le délégué.

2. Chaque Membre dispose d'une voix. Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des suffrages exprimés, excepté dans le cas où le présent Acte en dispose autrement. La majorité des Membres de la Commission constitue le quorum.

3. La Commission élit, au début de chaque session ordinaire, un président et deux vice-présidents choisis parmi les délégués. Le président et les vice-présidents restent en fonctions jusqu'au début de la session ordinaire suivante. Ils sont rééligibles.

4. Le directeur général de l'Organisation, d'accord avec le président de la Commission, convoque la Commission en session ordinaire au moins une fois par an. Il peut convoquer la Commission en session extraordinaire soit avec l'accord du président de la Commission, soit à la demande de la Commission, exprimée au cours d'une session ordinaire, ou sur requête d'un tiers au moins des Membres de la Commission, formulée dans l'intervalle des sessions ordinaires.

ARTICLE VII

Comités

1. La Commission peut créer des comités temporaires, spéciaux ou permanents, chargés de faire des études et des rapports sur des questions de la compétence de la Commission.

2. Ces comités sont convoqués par le directeur général de l'Organisation, d'accord avec le président de la Commission, aux lieux et dates qui conviennent au but pour lequel ils ont été créés.

3. La Commission détermine la composition de ces comités.

4. Chaque comité élit son président.

ARTICLE VIII

Règlement intérieur et règlement financier

Sous réserve des dispositions du présent Acte, la Commission établit, avec l'approbation du directeur général de l'Organisation, ses propres règlements intérieur et financier en accord avec ceux de l'Organisation.

ARTICLE IX

Observateurs

1. Le Gouvernement de tout Etat qui n'est pas Membre de la Commission peut, avec l'approbation de la Commission, se faire représenter à toute session de la Commission ou de ses comités par un observateur qui n'a pas le droit de vote.

2. Toute autre organisation internationale dont les activités s'exercent dans les domaines connexes peut, avec l'approbation de la Commission, se faire représenter à toute session de la Commission ou de ses comités par un observateur qui n'a pas le droit de vote.

ARTICLE X

Comité exécutif

1. La Commission constitue un Comité exécutif composé du président et des vice-présidents de la Commission et des délégués de trois Membres, choisis par la Commission au début de chacune de ses sessions ordinaires. Le président de la Commission est président du Comité exécutif.

2. Les Membres du Comité exécutif restent en fonctions jusqu'à l'ouverture de la prochaine session ordinaire de la Commission. Ils sont rééligibles.

3. Lorsqu'une vacance se produit au Comité exécutif, le Comité peut demander à un Membre de la Commission de nommer un représentant qui occupera jusqu'à l'expiration du mandat le siège devenu vacant.

4. Le Comité exécutif se réunit au moins une fois dans l'intervalle de deux sessions ordinaires de la Commission.

5. Le secrétaire de la Commission assure les fonctions de secrétaire du Comité exécutif.

ARTICLE XI

Fonctions du Comité exécutif

Le Comité exécutif:

1. Présente à la Commission des propositions concernant l'orientation générale des activités et le programme de travail;

2. Met en œuvre les politiques et les programmes approuvés par la Commission;

3. Soumet à la Commission les projets de programme et de budget administratif et les comptes annuels;

4. Prépare le rapport annuel sur les activités de la Commission, pour approbation par la Commission et transmission au directeur général de l'Organisation;

5. Se charge de toutes autres fonctions que la Commission lui délègue, notamment celles prévues au paragraphe 1 de l'article v en ce qui concerne les cas d'urgence.

ARTICLE XII

Administration

1. Les Membres du Secrétariat de la Commission sont nommés par le directeur général avec l'approbation du président du Comité exécutif et sont responsables administrativement devant le directeur général. Leur statut et leurs conditions d'emploi sont les mêmes que ceux du personnel de l'Organisation.

2. Les dépenses de la Commission sont couvertes par le budget administratif, à l'exception de celles qui sont afférentes au personnel, aux services et aux locaux que l'Organisation peut mettre à sa disposition. Les dépenses à la charge de l'Organisation sont fixées et payées par l'Organisation dans le cadre d'un budget annuel préparé par le directeur général et approuvé par la Conférence de l'Organisation, conformément aux dispositions des Règlements intérieur et financier de l'Organisation.

3. Les frais afférents à la participation des délégués, de leurs suppléants, experts et conseillers aux sessions de la Commission et de ses comités sont fixés et payés par leurs gouvernements respectifs.

ARTICLE XIII

Finances

1. Chaque Membre s'engage à verser une contribution annuelle au budget administratif, conformément à un barème adopté à la majorité des deux tiers des Membres de la Commission. Pendant les cinq premières années qui suivront l'entrée en vigueur du présent Acte, ces contributions seront fixées d'après le barème figurant à l'Annexe I.

Pour les cinq premiers exercices, le budget pour les activités administratives sera établi sur la base d'un montant annuel de 50 000 dollars des Etats-Unis, augmenté des contributions versées par les Membres en vertu des dispositions du paragraphe 2 ci-dessous.

2. Les contributions dues par les Membres ne figurant pas au barème donné à l'Annexe I sont déterminées par la Commission et calculées suivant les méthodes utilisées pour établir le barème.

3. Les contributions annuelles prévues aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus sont exigibles avant l'expiration du premier mois de l'exercice financier pour lequel elles sont dues. L'exercice financier de la Commission est celui de l'Organisation.

4. Des contributions supplémentaires peuvent être acceptées d'un ou plusieurs Membres, d'organisations ou de personnes privées, en vue de financer des mesures d'urgence ou la mise en œuvre de projets spéciaux ou campagnes de lutte que la Commission ou le Comité exécutif peuvent adopter ou recommander en application des dispositions de l'article v.

5. Toutes les contributions des Membres sont payables dans des monnaies déterminées par la Commission d'accord avec chacun des intéressés.

6. Toute contribution reçue est versée à un «Fonds de dépôt» géré par le directeur général de l'Organisation conformément aux dispositions du Règlement financier de l'Organisation.

7. A la clôture de chaque exercice financier, tout solde non engagé du budget administratif est inscrit à un compte spécial dont les fonds peuvent être utilisés pour les fins mentionnées aux articles IV et V.

ARTICLE XIV

Amendements

1. Le présent Acte peut être amendé par une décision prise par la Commission à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, à condition que cette majorité soit supérieure à la moitié du nombre total des Membres. Les amendements n'entrent en vigueur qu'une fois approuvés par le Conseil de l'Organisation et à dater du jour où ce dernier s'est prononcé; tout amendement entraînant pour les Membres de nouvelles obligations ne prend effet pour chacun des Membres que lorsque l'intéressé a fait connaître son accord.

2. Des propositions d'amendement au présent Acte peuvent être présentées par tout Membre de la Commission dans une communication adressée au président de la Commission et au directeur général de l'Organisation. Le directeur général avise immédiatement tous les Membres de la Commission de toute proposition d'amendement.

3. Aucune proposition d'amendement au présent Acte ne peut être inscrite à l'ordre du jour d'une session si le directeur général de l'Organisation n'en a été avisé 120 jours au moins avant l'ouverture de la session.

ARTICLE XV

Adhésion

1. Les Etats ne pourront formuler des réserves en adhérant au présent Acte.

2. L'adhésion au présent Acte s'effectue par le dépôt d'un instrument d'adhésion entre les mains du directeur général de l'Organisation; elle prend effet en ce qui concerne les Membres de l'Organisation et de l'Office, dès réception dudit instrument par le directeur général qui en informe aussitôt chacun des Membres de la Commission.

3. L'adhésion prend effet en ce qui concerne les Etats qui ne sont Membres ni de l'Organisation ni de l'Office, à compter de la date à laquelle le Conseil de l'Organisation approuve la demande d'admission, conformément aux dispositions de l'article premier.

ARTICLE XVI

Retrait

1. Tout Membre peut se retirer de la Commission après l'expiration d'un délai d'un an compté à partir de la plus récente des deux dates suivantes: date d'entrée en vigueur du présent Acte ou date à laquelle l'adhésion de ce Membre a pris effet. A cette fin, il notifie par écrit son retrait au directeur général de l'Organisation qui en informe sans délai tous les Membres de la Commission. Le retrait devient effectif un an après la date de réception de l'avis de retrait.

2. Tout Membre n'ayant pas acquitté ses contributions afférentes à deux années consécutives sera considéré comme s'étant retiré de la Commission.

3. Tout Membre de la Commission qui, à la suite de son retrait de l'Organisation ou de l'Office, n'est plus Membre d'aucune de ces deux institutions sera considéré comme s'étant retiré simultanément de la Commission.

ARTICLE XVII

Règlement des différends

1. Le présent Acte prendra fin à la suite d'une détermination du présent Acte, le ou les Membres intéressés peuvent demander au directeur général de l'Organisation de désigner un comité chargé d'examiner le différend.

2. Le directeur général, après avoir pris l'avis des Membres intéressés, désigne un comité d'experts comprenant des représentants desdits Membres. Ce Comité examine le différend à la lumière de tous documents et éléments probatoires présentés par les Membres intéressés. Le Comité soumet un rapport au directeur général de l'Organisation qui le communique aux Membres intéressés et aux autres Membres de la Commission.

3. Bien que ne reconnaissant pas aux recommandations de ce comité un caractère obligatoire, les Membres conviennent qu'elles serviront de base à un nouvel examen par les Membres intéressés de la question en litige.

4. Les Membres intéressés supportent une part égale des frais résultant du recours au comité d'experts.

ARTICLE XVIII

Liquidation

1. Le présent Acte prendra fin à la suite d'une décision de la Commission prise à la majorité des trois quarts du nombre total des Membres de la Commission. Il prendra fin automatiquement dans le cas où le nombre des Membres de la Commission, à la suite de retraits, deviendrait inférieur à six.

2. Lorsque le présent Acte aura pris fin, le directeur général de l'Organisation liquidera l'actif de la Commission et, après règlement du passif, en distribuera proportionnellement le solde aux Membres, sur la base du barème des contributions en vigueur à la date de la liquidation. Les Etats qui, n'ayant pas acquitté leurs contributions afférentes à deux années consécutives, sont considérés de ce fait comme s'étant retirés de la Commission en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article XVI, n'auront pas droit à une quote-part du solde.

ARTICLE XIX

Entrée en vigueur

1. Le présent Acte constitutif entrera en vigueur dès que le directeur général aura reçu les avis d'acceptation de six Etats Membres de l'Organisation ou de l'Office, sous réserve que la contribution globale desdits Etats représente au moins 30 pour cent du montant du budget administratif fixé au paragraphe 1 de l'article XIII.

2. Les Etats ayant déposé des instruments d'adhésion seront avisés par le directeur général de la date à laquelle le présent Acte entrera en vigueur.

3. Le texte du présent Acte, rédigé dans les langues anglaise, française et espagnole, qui font également foi, a été approuvé par la Conférence de l'Organisation, le 11 décembre 1953.

4. Deux exemplaires du texte du présent Acte seront authentifiés par apposition des signatures du président de la Conférence et du directeur général de l'Organisation; un exemplaire sera déposé auprès du secrétaire général des Nations Unies et l'autre aux archives de l'Organisation. Des copies certifiées conformes par le directeur général seront adressées à tout les Membres de la Commission avec indication de la date à laquelle le présent Acte constitutif est entré en vigueur.

Barème des contributions annuelles

Etabli pour chaque pays d'après les chiffres du revenu national utilisés pour le calcul du barème des contributions à l'Organisation, la gravité du danger d'infection par la fièvre aphteuse et l'effectif du cheptel à protéger

Pays	Effectif du cheptel En milliers de têtes	Contribution à la FAO En dollars E. U.	Contributions au budget de 50 000 dollars		Barème	
			a) D'après l'effectif du cheptel	b) D'après la contribution à la FAO	Catégorie	Contribution En dollars
Autriche	2 279	19 760	1 294.47	434.72	IV	1 500
Belgique	2 101	92 560	1 193.37	2 036.32	III	2 500
Danemark	3 053	56 160	1 734.10	1 235.52	III	2 500
Finlande	1 847	22 360	1 049.10	491.92	IV	1 500
France	15 722	348 400	8 930.10	7 664.80	I	7 000
Allemagne	11 150	245 960	6 333.20	5 411.12	II	5 000
Grèce	763	14 040	433.38	308.88	IV	1 500
Islande	44	2 600	24.99	57.20	VI	250
Irlande	4 322	20 800	2 454.90	457.60	V	750
Italie	8 150	165 880	4 629.20	3 649.36	II	5 000
Luxembourg	119	3 120	67.59	68.64	VI	250
Pays-Bas	2 723	88 400	1 546.66	1 944.80	III	2 500
Norvège	1 236	34 320	702.05	755.04	V	750
Portugal	610	33 800	346.48	743.60	IV	1 500
Espagne	3 300	71 240	1 879.40	1 567.28	III	2 500
Suède	2 648	109 720	1 504.06	2 413.84	III	2 500
Suisse	1 530	81 120	869.04	1 784.64	III	2 500
Turquie	10 580	34 320	6 009.44	755.04	IV	1 500
Royaume-Uni	10 620	781 560	6 032.16	17 194.32	I	7 000
Yougoslavie	5 236	34 320	2 974.05	755.04	IV	1 500
Total	88 033	2 260 440	50 007.74	49 729.68		50 000

TRADUÇÃO

Acto Constitutivo da Comissão Europeia para a Luta contra a Febre Aftosa

Preâmbulo

Os Estados Contratantes, considerando a necessidade urgente de impedir que a agricultura europeia suporte novamente as pesadas perdas causadas pelas repetidas epizootias de febre aftosa, criam pelo presente instrumento uma Comissão designada pelo nome de «Comissão Europeia para a Luta contra a Febre Aftosa», cujo objectivo será promover as medidas nacionais e internacionais convenientes para combater a febre aftosa na Europa.

ARTIGO I

Membros

Os Membros da Comissão Europeia para a Luta contra a Febre Aftosa (adiante designada pelo nome de «Comissão») serão os Estados europeus membros da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura (adiante designada pelo nome de «Organização») ou do Office Internacional das Epizootias (adiante designado pelo nome de «Office») que aderirem ao presente Acto Constitutivo, de acordo com as disposições do artigo xv. A Comissão, por maioria de dois terços dos votos expressos e sob a condição de que esta maioria seja superior a metade do número total dos membros da Comissão, poderá admitir como membro da Comissão, mediante a aprovação do Conselho da Organização e de acordo com o disposto no parágrafo 3 do artigo xv, qualquer outro Estado europeu que tenha apresentado um pedido de admissão acompanhado de um instrumento oficial pelo qual aceite as obrigações estipuladas no Acto Constitutivo em vigor no momento da sua admissão.

A Organização, o Office e a Organização Europeia de Cooperação Económica terão o direito de se fazer representar em todas as sessões da Comissão e dos seus comités, mas os seus representantes não terão direito de voto.

ARTIGO II

Obrigações dos Membros em matéria de políticas nacionais e de cooperação internacional relativas à luta contra a febre aftosa.

1. Os Membros comprometem-se a lutar contra a febre aftosa e a esforçar-se por suprimi-la, adoptando medidas sanitárias e regulamentos de quarentena eficazes e aplicando um ou mais dos métodos seguintes:

1. Política de abates;
2. Política combinada de abates e vacinação;
3. Imunização total do gado bovino por vacinação;
4. Vacinação do gado bovino num certo perímetro em redor dos focos de febre aftosa.

Os métodos adoptados serão rigorosamente aplicados.

2. Os Membros que adoptarem o segundo ou o quarto método comprometem-se a ter disponível uma quantidade de vírus suficiente para a produção de vacinas e uma quantidade de vacina suficiente para assegurar a protecção do gado, se a epizootia se declarar. Cada um dos Membros prestará aos outros Membros colaboração e assistência em todas as providências tomadas contra a febre aftosa, especialmente quanto ao fornecimento de vacinas e vírus, se for necessário. As quantidades de vírus e vacinas que deverão ficar de reserva para uso nacional e internacional serão de-

terminadas pelos Membros, em vista das conclusões da Comissão e dos pareceres emitidos pelo Office.

3. Os Membros tomarão as providências necessárias para que o vírus colhido quando grassar uma epidemia de febre aftosa seja imediatamente identificado e comunicarão sem demora os resultados da identificação à Comissão e ao Office.

4. Os Membros comprometem-se a prestar à Comissão todas as informações de que ela possa necessitar para desempenhar as suas funções. Em especial, deverão assinalar sem demora à Comissão e ao Office qualquer nova epizootia, bem como a sua extensão, e enviar à Comissão qualquer exposição detalhada que lhe possa ser útil.

ARTIGO III

Sede

1. A sede da Comissão e o seu secretariado serão em Roma, na sede da Organização.

2. A Comissão reunir-se-á na sua sede, salvo se tiver sido decidido por ela de outro modo em sessão anterior ou, em circunstâncias excepcionais, pelo seu comité executivo.

ARTIGO IV

Funções gerais

As funções gerais da Comissão serão as seguintes:

1. Concluir com o Office, por intermédio do director-geral da Organização e no âmbito de qualquer convenção existente entre a Organização e o Office, acordos convenientes para garantir que:

- 1.1 Todos os Membros recebem avisos técnicos sobre qualquer problema relacionado com a luta contra a febre aftosa;
- 1.2 Sejam colhidos e difundidos o mais rapidamente possível dados completos sobre as epizootias de febre aftosa e identificação dos vírus;
- 1.3 Se realizem os trabalhos especiais de pesquisa que a febre aftosa exigir.

2. Colher informações relativas aos programas nacionais de luta e de pesquisa sobre a febre aftosa.

3. Determinar, em consulta com os Membros interessados, a natureza e amplitude da assistência de que os Membros necessitem para execução dos seus programas.

4. Estimular e organizar, sempre que seja necessário, uma acção conjunta para vencer as dificuldades que impeçam a execução dos programas de luta, e tomar para este fim medidas que permitam dispor dos recursos necessários para a produção e armazenagem das vacinas, por exemplo, por meio de acordos concluídos entre os Membros.

5. Promover os meios materiais necessários para a identificação dos vírus.

6. Estudar a possibilidade de criar um laboratório internacional para a identificação dos vírus e produção das vacinas.

7. Organizar e manter em dia um registo das disponibilidades de vírus e vacinas nos diferentes países.

8. Fornecer às outras organizações avisos respeitantes à aplicação de todos os fundos disponíveis para a luta contra a febre aftosa na Europa.

9. Concluir, por intermédio do director-geral da Organização, acordos com outras organizações, grupos

regionais ou Estados que não sejam Membros da Comissão, para a sua participação nos trabalhos da Comissão ou dos seus *comités*, assim como acordos de assistência mútua relativos aos problemas da luta contra a febre aftosa. Estes acordos poderão abranger a criação de *comités* mistos ou a sua participação nos trabalhos.

10. Examinar e aprovar o relatório do *comité* executivo sobre as actividades da Comissão e as contas anuais, assim como o programa de trabalhos e o orçamento para o ano seguinte, para serem transmitidos ao Conselho da Organização, por intermédio do director-geral.

ARTIGO V

Funções especiais

As funções especiais da Comissão serão as seguintes:

1. Contribuir para a luta contra as epizootias de febre aftosa em situações de emergência por qualquer forma que a Comissão e os Membros interessados julgarem conveniente. Para este fim, a Comissão, ou o seu *comité* executivo agindo em consequência das disposições do parágrafo 5 do artigo XI, poderá empregar qualquer saldo disponível do orçamento administrativo, a que se refere o parágrafo 7 do artigo XIII, bem como qualquer contribuição suplementar lançada a título de medidas de urgência, nos termos do parágrafo 4 do referido artigo.

2. Tomar as medidas adequadas nos âmbitos seguintes:

2.1 Produção e armazenagem de vírus e vacinas, pela Comissão ou por sua conta, para serem distribuídos aos Membros em caso de necessidade;

2.2 Promover o estabelecimento, quando seja necessário, de cordões sanitários com o fim de circunscrever a epizootia.

3. Executar qualquer novo projecto especial que possa ser proposto pelos Membros ou pelo *comité* executivo e aprovado pela Comissão, com o fim de atingir os objectivos da Comissão, definidos no presente Acto.

4. O saldo credor do orçamento administrativo pode ser utilizado para os fins expressos nos parágrafos 2 e 3 do presente artigo, contanto que esta decisão seja aprovada pela Comissão por maioria de dois terços dos votos expressos, devendo esta maioria ser superior a metade do número de Membros da Comissão.

ARTIGO VI

Organização

1. Cada Membro estará representado nas sessões da Comissão por um só delegado, que poderá fazer-se acompanhar por um suplente, peritos e conselheiros. Os suplentes, peritos e conselheiros poderão tomar parte nos debates da Comissão, mas não têm direito a voto, excepto no caso de algum suplente estar devidamente autorizado a substituir o delegado.

2. Cada Membro disporá de um voto. As decisões da Comissão serão tomadas por maioria dos votos expressos, excepto se o presente Acto determinar o contrário. A maioria dos Membros da Comissão constituirá o *quorum*.

3. No começo de cada sessão ordinária a Comissão elegerá um presidente e dois vice-presidentes, escolhidos entre os delegados. Estes funcionários permanecerão nos seus cargos até ao começo da sessão ordinária seguinte, sem prejuízo do seu direito de reeleição.

4. O director-geral da Organização, de acordo com o presidente da Comissão, convocará uma sessão ordinária da Comissão, pelo menos, uma vez por ano.

O director-geral poderá convocar sessões extraordinárias da Comissão, de acordo com o presidente da Comissão, ou a pedido da Comissão, apresentado no decorrer de uma sessão ordinária, ou ainda se um terço, pelo menos, dos Membros da Comissão o solicitarem durante os intervalos entre as sessões ordinárias.

ARTIGO VII

«Comités»

1. A Comissão poderá criar *comités* temporários, especiais ou permanentes, encarregados de estudar e relatar assuntos da competência da Comissão.

2. Estes *comités* serão convocados pelo director-geral da Organização, de acordo com o presidente da Comissão, nos locais e datas que convenham aos objectivos para que foram criados.

3. A Comissão determinará a composição de tais *comités*.

4. Cada *comité* elegerá o seu presidente.

ARTIGO VIII

Regulamento interno e regulamento financeiro

Ressalvadas as disposições do presente Acto, a Comissão redigirá, mediante aprovação do director-geral da Organização, os seus próprios regulamentos, interno e financeiro, de acordo com os da Organização.

ARTIGO IX

Observadores

1. O Governo de qualquer Estado que não seja Membro da Comissão poderá, com o assentimento desta, fazer-se representar em qualquer sessão da Comissão ou dos seus *comités* por um observador, que não terá direito a voto.

2. Qualquer outra organização internacional cujas actividades se exerçam em âmbitos afins poderá, mediante aprovação da Comissão, fazer-se representar em qualquer das sessões da Comissão ou dos seus *comités* por um observador, que não terá direito a voto.

ARTIGO X

«Comité» executivo

1. A Comissão criará um *comité* executivo, composto do presidente e dos vice-presidentes da Comissão e dos delegados de três dos Membros, eleitos pela Comissão no começo de cada uma das sessões ordinárias. O presidente da Comissão será presidente do *comité* executivo.

2. Os Membros do *comité* executivo permanecerão nos seus cargos até à abertura da sessão ordinária seguinte da Comissão, sem prejuízo do seu direito de reeleição.

3. Se se der alguma vaga no *comité* executivo, o *comité* poderá pedir a qualquer Membro da Comissão que nomeie um representante para preencher o lugar que vagou até expirar o mandato.

4. O *comité* executivo reunir-se-á uma vez, pelo menos, no intervalo entre duas sessões ordinárias da Comissão.

5. O secretário da Comissão desempenhará as funções de secretário do *comité* executivo.

ARTIGO XI

Funções do «comité» executivo

O *comité* executivo deverá:

1. Apresentar à Comissão propostas relativas à orientação geral das actividades e o programa de trabalho.

2. Pôr em prática as políticas e os programas aprovados pela Comissão.

3. Submeter à Comissão os projectos de programa e de orçamento administrativo, assim como as contas anuais.

4. Preparar o relatório anual sobre as actividades da Comissão, para aprovação pela Comissão e transmissão ao director-geral da Organização.

5. Desempenhar quaisquer outras funções que a Comissão lhe delegue, especialmente as previstas no parágrafo 1 do artigo v no que se refere a casos de urgência.

ARTIGO XII

Administração

1. Os Membros do Secretariado da Comissão serão nomeados pelo director-geral, mediante aprovação do presidente do *comité* executivo, e serão administrativamente responsáveis perante o director-geral. O seu regulamento e as condições das suas funções serão os mesmos que os do pessoal da Organização.

2. As despesas da Organização serão cobertas pelo orçamento administrativo, com excepção das que se relacionem com o pessoal, os serviços e os locais que a Organização ponha à sua disposição. As despesas a suportar pela Organização serão fixadas e pagas pela Organização, dentro dos limites de um relatório anual elaborado pelo director-geral e aprovado pela Conferência da Organização, de acordo com as disposições do regulamento interno e do regulamento financeiro da Organização.

3. As despesas relativas à participação dos delegados, seus suplentes, peritos e conselheiros que assistam às sessões da Comissão e dos seus *comités* serão fixadas e pagas pelos seus respectivos Governos.

ARTIGO XIII

Finanças

1. Cada Membro compromete-se a contribuir anualmente para o orçamento administrativo, conforme uma escala de quotas adoptada por maioria de dois terços dos Membros da Comissão. Durante os cinco primeiros anos que se seguirem à entrada em vigor do presente Acto estas contribuições serão fixadas segundo a escala que figura no Anexo I.

O orçamento para as actividades administrativas durante os cinco primeiros exercícios será elaborado na base da importância anual de 50 000 dólares dos Estados Unidos, acrescida das contribuições pagas pelos Membros em consequência das disposições do parágrafo 2 seguinte.

2. As contribuições que os Membros tenham de pagar e que não figurem na escala do Anexo I serão fixadas pela Comissão e calculadas segundo os métodos empregados para elaborar a escala.

3. As contribuições anuais previstas nos parágrafos 1 e 2 anteriores deverão ser pagas antes de findar o primeiro mês do exercício financeiro respectivo. O exercício financeiro da Comissão será o da Organização.

4. Poderão aceitar-se contribuições suplementares de um ou mais Membros, de organizações ou de particulares, com o fim de financiar medidas de urgência ou desenvolver projectos especiais ou campanhas de luta que a Comissão ou o *comité* executivo possam adoptar ou recomendar, nos termos do artigo v.

5. Todas as contribuições dos Membros serão pagas nas moedas determinadas pela Comissão, de acordo com cada um dos interessados.

6. Todas as contribuições recebidas serão depositadas num «Fundo de depósito», administrado pelo di-

rector-geral da Organização, em conformidade com as disposições do regulamento financeiro da Organização.

7. No fim de cada exercício financeiro qualquer saldo disponível do orçamento administrativo será inscrito numa conta especial, cujos fundos poderão ser utilizados para os fins mencionados nos artigos iv e v.

ARTIGO XIV

Emendas

1. O presente Acto poderá ser emendado por decisão tomada pela Comissão por maioria de dois terços dos votos expressos, com a condição de que tal maioria seja superior a metade do número total dos Membros. As emendas só entrarão em vigor com aprovação do Conselho da Organização e a partir do dia em que este se tiver pronunciado; qualquer emenda que envolva novas obrigações para os Membros só se tornará efectiva para cada um dos Membros quando o interessado tiver comunicado a sua concordância.

2. Qualquer Membro da Comissão poderá apresentar propostas de emenda ao presente Acto, mediante comunicação dirigida ao presidente da Comissão e ao director-geral da Organização. O director-geral deverá informar imediatamente todos os Membros da Comissão de qualquer proposta de emenda recebida.

3. Nenhuma proposta de emenda ao presente Acto poderá ser inscrita na ordem do dia de uma sessão sem que tenha sido comunicada ao director-geral da Organização cento e vinte dias, pelo menos, antes da abertura da sessão.

ARTIGO XV

Adesão

1. Os Estados não poderão formular reservas ao aderirem ao presente Acto.

2. A adesão ao presente Acto efectuar-se-á mediante o depósito de um instrumento de adesão perante o director-geral da Organização e produzirá efeito, no que se refere aos Membros da Organização e do *Office*, logo que o dito instrumento seja recebido pelo director-geral, que a comunicará imediatamente a cada um dos Membros da Comissão.

3. A adesão de Estados que não sejam Membros da Organização nem do *Office* tornar-se-á efectiva a partir da data em que o Conselho da Organização aprovar o pedido de admissão, em conformidade com as disposições do artigo i.

ARTIGO XVI

Retirada

1. Qualquer Membro poderá retirar-se da Comissão decorrido o prazo de um ano, a contar da mais recente das duas datas seguintes: data de entrada em vigor do presente Acto ou data em que se tornou efectiva a sua adesão. Para este efeito, o dito Membro deverá notificar por escrito a sua retirada ao director-geral da Organização, que a comunicará imediatamente a todos os Membros da Comissão. A retirada tornar-se-á efectiva um ano após a data da recepção do aviso de retirada.

2. Qualquer Membro que não tenha pago duas contribuições anuais sucessivas será implicitamente considerado retirado da Comissão.

3. Qualquer Membro da Comissão que, em consequência da sua retirada da Organização ou do *Office*, deixe de ser Membro de uma destas instituições será considerado como retirado simultaneamente da Comissão.

ARTIGO XVII

Resolução de divergências

1. No caso de divergência sobre a interpretação ou a aplicação do presente Acto, o Membro ou os Membros interessados podem pedir ao director-geral da Organização que nomeie um *comité* para examinar a divergência.

2. O director-geral, depois de ter consultado os Membros interessados, nomeará um *comité* de peritos, de que farão parte representantes daqueles Membros. Este *comité* estudará o assunto, tendo em conta todos os documentos e elementos probatórios apresentados pelos Membros interessados. O *comité* apresentará um relatório ao director-geral da Organização, que, por sua vez, o transmitirá aos Membros interessados e aos outros Membros da Comissão.

3. Ainda que não lhes reconheçam carácter obrigatório, os Membros da Comissão concordam em que as recomendações do referido *comité* servirão de base para novo exame da questão em litígio pelos Membros interessados.

4. Os Membros interessados suportarão, em partes iguais, as despesas resultantes do recurso ao *comité* de peritos.

ARTIGO XVIII

Liquidação

1. O presente Acto cessará por decisão da Comissão, tomada por maioria de três quartos do número total de Membros da Comissão. Cessará automaticamente no caso de o número de Membros da Comissão se tornar inferior a seis, em consequência de retiradas.

2. Quando o presente Acto tiver cessado, o director-geral da Organização liquidará o activo da Comissão

e, depois de solver o passivo, distribuirá o saldo proporcionalmente entre os Membros, na base da escala de contribuições em vigor à data da liquidação. Os Estados que não tenham pago as suas contribuições correspondentes a dois anos sucessivos e que, por isso, se considerem como retirados da Comissão, de harmonia com as disposições do artigo xvi, parágrafo 2, não terão direito a nenhuma quota-parte do saldo.

ARTIGO XIX

Entrada em vigor

1. O presente Acto Constitutivo entrará em vigor logo que o director-geral tenha recebido as notificações de aceitação de seis Estados Membros da Organização ou do *Office*, contanto que a contribuição global dos ditos Estados represente 30 por cento, pelo menos, da importância do orçamento administrativo estipulado no parágrafo 1 do artigo XIII.

2. O director-geral notificará a todos os Estados que tenham depositado os seus instrumentos de adesão a data em que o presente Acto entrará em vigor.

3. O texto do presente Acto, redigido nas línguas inglesa, francesa e espanhola, as quais serão igualmente autênticas, foi aprovado pela Conferência da Organização, a 11 de Dezembro de 1953.

4. Dois exemplares do texto do presente Acto serão autenticados com as assinaturas do presidente da Conferência e do director-geral da Organização; um dos exemplares ficará depositado junto do secretário-geral das Nações Unidas e o outro no arquivo da Organização. A todos os Membros da Comissão serão enviadas cópias autenticadas pelo director-geral, com indicação da data em que o presente Acto tenha entrado em vigor.

Escala das contribuições anuais

Organizada na base dos números do rendimento nacional de cada país utilizados para o cálculo de escala de contribuições para a Organização, sua posição relativa no perigo de infecção pela febre aftosa e efectivo do gado a proteger

País	Efectivo do gado — Em milhares de cabeças	Contribuição para a FAO — Em dólares dos Estados Unidos	Cálculo de contribuições para um orçamento de 50 000 dólares		Escala	
			a) Baseado no efectivo do gado	b) Baseado na contribuição para a FAO	Categoria	Contribuição — Em dólares
Áustria	2 279	19 760	1 294.47	434.72	IV	1 500
Bélgica	2 101	92 560	1 193.37	2 036.32	III	2 500
Dinamarca	3 053	56 160	1 734.10	1 235.52	III	2 500
Finlândia	1 847	22 360	1 049.10	491.92	IV	1 500
França	15 722	348 400	8 930.10	7 664.80	I	7 000
Alemanha	11 150	245 960	6 333.20	5 411.12	II	5 000
Grécia	763	14 040	433.38	308.88	IV	1 500
Islândia	44	2 600	24.99	57.20	VI	250
Irlanda	4 322	20 800	2 454.90	457.60	V	750
Itália	8 150	165 880	4 629.20	3 649.36	II	5 000
Luxemburgo	119	3 120	67.59	68.64	VI	250
Países Baixos	2 723	88 400	1 546.66	1 944.80	III	2 500
Noruega	1 236	34 320	702.05	755.04	V	750
Portugal	610	33 800	346.48	743.60	IV	1 500
Espanha	3 300	71 240	1 879.40	1 567.28	III	2 500
Suécia	2 648	109 720	1 504.06	2 413.84	III	2 500
Suiça	1 530	81 120	869.04	1 784.64	III	2 500
Turquia	10 580	34 320	6 009.44	755.04	IV	1 500
Reino Unido	10 620	781 560	6 032.16	17 194.32	I	7 000
Jugoslávia	5 236	34 320	2 974.05	755.04	IV	1 500
Total	88 033	2 260 440	50 007.74	49 729.68		50 000

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 22 de Março de 1955.— FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *João Pinto da Costa Leite* — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *João de Matos Antunes Varela* — *Artur Aguedo de Oliveira* — *Américo Deus Rodrigues Thomaz* — *Paulo Arsénio Virtsimo Cunha* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Manuel Maria Sarmento Rodrigues* — *Fernando Andrade Pires de Lima* — *Manuel Gomes de Araújo* — *José Soares da Fonseca*.

MINISTÉRIO DO ULTRAMAR**Direcção-Geral de Fazenda****1.ª Repartição****Portaria n.º 15 308**

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro do Ultramar, nos termos do artigo 5.º do Decreto-Lei n.º 28 326, de 27 de Dezembro de 1937, abrir um crédito especial de 2.000\$, destinado a reforçar a verba do capítulo único, artigo 8.º, n.º 1) «Pagamento de serviços — Despesas de comunicações — Portes de correio e telégrafo», da tabela de despesa do orçamento privativo em vigor do Conselho Ultramarino, usando para contrapartida as seguintes disponibilidades da mesma tabela de despesa:

CAPÍTULO ÚNICO

Artigo 4.º, n.º 1) «Despesas com o material — Aquisições de utilização permanente — Aquisição de móveis»:

Alinea a) «Máquinas, aparelhos, instrumentos e utensílios»	1.000\$00
Alinea b) «Mobiliário»	1.000\$00
	2.000\$00

Ministério do Ultramar, 22 de Março de 1955. — Pelo Ministro do Ultramar, *Raul Jorge Rodrigues Ventura*, Subsecretário de Estado do Ultramar.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL**Direcção-Geral do Ensino Primário****Decreto-Lei n.º 40 102**

Usando da faculdade conferida pela 1.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo 1.º É autorizado o Governo, pelo Ministro da Educação Nacional, a aceitar dos beneméritos Dr. Joaquim Tavares Machado e esposa, D. Ana de Barros Camões Machado, a importância de 250.000\$, para fundo de manutenção duma cantina escolar anexa às escolas

de Aldeia da Mata, concelho do Crato, distrito de Portalegre, que se denominará «Cantina Escolar Dr. Joaquim Tavares Machado e D. Ana de Barros Camões Machado».

Art. 2.º A administração da cantina é autónoma e atribuída a uma comissão de três membros, nomeada pelo Ministro da Educação Nacional, da qual fará parte, como presidente, o benemérito ou um seu representante.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 22 de Março de 1955. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *João Pinto da Costa Leite* — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *João de Matos Antunes Varela* — *Artur Aguedo de Oliveira* — *Américo Deus Rodrigues Thomaz* — *Paulo Arsénio Viríssimo Cunha* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Manuel Maria Sarmiento Rodrigues* — *Fernando Andrade Pires de Lima* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *José Soares da Fonseca*.

10.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública

De harmonia com as disposições do artigo 7.º do Decreto Lei n.º 25 299, de 6 de Maio de 1935, se publica que S. Ex.ª o Ministro da Educação Nacional, por seu despacho de 14 do corrente, autorizou, nos termos do § 2.º do artigo 17.º do Decreto n.º 16 670, de 27 de Março de 1929, a seguinte transferência de verba no orçamento vigente deste Ministério:

CAPÍTULO 4.º**Direcção-Geral do Ensino Liceal****Ensino liceal****Liceus****Liceu de Vila Real**

Artigo 718.º «Despesas de comunicações»:

Do n.º 3) «Transportes»	— 500\$00
Para o n.º 2) «Telefones»	+ 500\$00

10.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública, 15 de Março de 1955. — O Chefe da Repartição, *Manuel Miranda*.